l'Organe

tenir hors de la portée des enfants

les maladies modernes

Université Concordia • mensuel • volume 2 • numéro 7 • février-mars 2007 www.lorgane.org

Ingrédients actifs:

Humanidad **4**
Les Impatients **6**
La grande dépression **9**
Infections en milieu hospitalier **11**
Le marketing de peur **14**
Héritage de guerre **17**
Bande dessinée **21**
Entrevue avec Boucar Diouf **22**
Overdose générale **25**
Les SLAPP **26**
Roumanie et Bulgarie **28**
Revue littéraire **30**
Revue DVD **32**
Une histoire de politesse **34**
Photo du mois **35**

DESIGN

Directeur artistique
Jules Renaud

Ass. dir. artistique / illustratrice
Christine Roy

Directeur photo
Albert Zablit

ADMINISTRATION

Directeur général
Hugo Steben

Directeur de l'information
vacant

Directeur des finances
Alexandre Cassis

Webmestre
Édouard Reinach

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Édouard Reinach

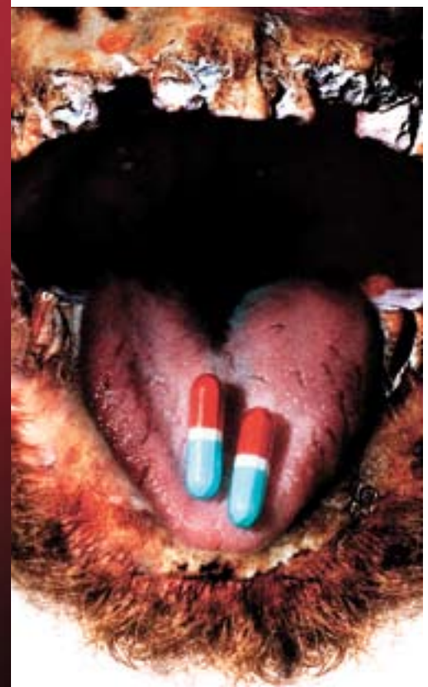
Chef de pupitre Culturel
Julien Bouchard

Chef de pupitre Société
Audrey Bourget

Correctrice
Eve Steben

COLLABORATEURS

Sophie Ginoux
Patrick Bossé
Julie Geffard
Élise Prioleau
Pascale Gauthier
Érik Burgos
Sébastien Dorélas



hypocondrie sociale

Édouard Reinach
ereinach@gmail.com

Je suis malade. Je souffre d'un trouble boulimique léger, de dysfonction érectile occasionnelle, d'un trouble généralisé de la gaieté (caractérisé par de l'insouciance et une perte des réalités), d'un comportement obsessionnel compulsif vis-à-vis de l'alcool, d'une crainte panique de l'échec et ce n'est qu'un survol. Le fait que j'aime la bonne bouffe, que je ne bande pas cinq fois de suites, que je sois d'un naturel plutôt optimiste, que j'ai un faible pour le whisky et que je n'aime pas le travail mal fait semble être une maladie diagnostiqué et qui peut être guérie. J'ai développé une techno-dépendance, une dépendance affective pathologique aux femmes et j'ai une tendance sado-masochiste *border-line* à m'impliquer dans les trucs que je trouve importants. La bonne nouvelle c'est qu'il existe une pilule pour tous ces troubles et que je peux m'en sortir, avec de la volonté et beaucoup d'argent.

Je suis malade. Je sais que mon gouvernement et son voisin du sud ont livré une guerre nucléaire en 1991 en Irak, en 1999 au Kosovo et depuis 2003 en Irak encore. Je sais aussi que ce voisin du sud à vendu plusieurs de ces armes à l'uranium appauvri à l'État d'Israël afin qu'il puisse se défendre en toute légitimité contre des enfants libanais avec des lances pierres et quelques roquettes artisanales. Je sais que ces armes à l'uranium appauvri, d'une manière ou d'une autre, détruisent le matériel génétique des populations résidentes, en plus d'abîmer sérieusement celui de mon voisin, militaire de profession, un type qui est parti faire la guerre pour payer ses études et qui a gagné deux cancers indépendants en primes, « cadeau de l'État-major ». Je sais aussi qu'il n'y a pas de remèdes ou de pilules et que ce sont des dommages qui resteront marqués sur des enfants difformes et dans un sol contaminé pour encore au moins 4,5 millions d'années.

Je suis malade. Je sais que l'enfant de mon voisin militaire, comme tous les enfants, a besoin de se dépenser et de jouer dans tous les sens. Mais vu qu'il souffre d'hyperactivité, les médecins ont pensé qu'il serait plus sage de le laisser devant la télé en le gavant de Ritalin. Je suis malade car il y a un enfant de 7 ans à côté de chez moi à qui l'on a refusé le droit à l'enfance, ce droit inaliénable de courir dans tous les sens et de me réveiller à 7h du matin en faisant une partie de hockey au-dessus de ma chambre.

Je suis malade car durant son dernier séjour à l'hôpital, mon voisin à été contaminé par la bactérie C. difficile. Il semblerait, à ce que l'on m'a dit, qu'à force d'aseptiser tout, on créer des bactéries tellement résistante que l'attaque des anticorps ressemble à la première et dernière charge héroïque des cavaliers polonais contre les chars blindés allemands durant la seconde guerre mondiale.

Je suis malade de savoir qu'en continuant à vouloir me guérir, j'augmente mes chances de tomber malade et par le fait même, de tomber encore et encore malade.

Je suis malade, donc je suis.

Comme des cailloux dans les chaussures…

Pascale Gauthier-Dionne
gpasqaled@hotmail.com

« Qui es-tu sans le regard de l'autre? » Cette phrase réflexive fut au départ le thème d'une recherche photographique que Miki Gingras et Patrick Dionne ont effectuée en commun il y a environ 8 ans, et dont l'exposition résultante, Dialogue Soliloque, a inspiré le nom de l'organisme qu'ils ont ensuite fondé : DIASOL. Cet organisme leur permet entre autres de collecter quelques fonds pour que survive leur grand projet : Humanidad. À bord de leur Westfalia, le couple d'artistes parcoure l'Amérique latine avec leur atelier photographique ambulant. Par l'entremise d'organismes communautaires locaux, ils forment des groupes de jeunes dont nous pouvons croire l'avenir assombri par la fatalité de leur milieu. Ces jeunes sont amenés à capter des images de leur réalité, avec une caméra qu'ils ont eux-mêmes fabriquée. Caméra qui, dans une première vie, n'était qu'une boîte de conserve. Avec sa propension à abattre les cloisons sociales et à susciter le regard sur certaines réalités ignorées ou voilées de préjugés, Humanidad ne cesse d'interroger ce « regard de l'autre ».

Des regards et des humains

Dernièrement à Montréal, l'exposition du photographe Paul Antoine Pichard a attiré l'attention des médias de façon temporaire, mais appuyée, sur les « habitants-travailleurs » de « villages-dépotoirs » de nombreux pays. Portant en leur tête et leur cœur une expérience personnelle sur des terrains similaires, ayant eux aussi fréquenté les hommes et les femmes qui travaillent et vivent avec ce que le reste de la société rejette, et ayant travaillé avec leurs enfants, Miki et Patrick posent un regard lucide sur le travail de ce photographe français.

« Le texte qui accompagne les photos illustrait la dignité que ces gens ont, comment eux se perçoivent entre eux autres… Il illustrait que la misère que nous on peut voir à travers la photo, à travers leur situation, eux autres sont peut-être passé outre », comprend Patrick.

Paul-Antoine livre un travail soigné, d'une clarté et d'un rendu esthétique qu'il s'est d'ailleurs vu reproché parfois, comme s'il en travestissait le sujet.

« […] Il y a de la dignité aussi à travers cet esthétisme de l'image. Ça nous amène à un autre niveau de réflexion. Des images crues, des images de déchets, de monde qui vivent dans la misère la plus profonde tous les jours, dans tous les médias de masse tu en vois, tu sais, et ça ne fait plus aucun effet à personne. Le traiter d'une façon un peu plus esthétique amène les gens à un autre niveau de réflexion », répond Patrick, avant d'évoquer la curieuse ressemblance d'un cliché en particulier avec le tableau « Les Travailleuses des Champs » du peintre Jean-François Millet (1814-1875). « Écoute, c'est nos champs des années du futur! C'est nos champs à nous!! C'est des grosses poubelles!! »

« À ce rythme là, on va se ramasser tous à l'intérieur de ça, là! », renchérit Miki.

Les photographies en noir et blanc du projet Humanidad portent les marques particulières du procédé au sténopé de ces caméras artisanales, avec des flous, des déformations qui atténuent l'environnement capté dans une esthétique picturale, une poésie émotive, bref un langage différent de Pichard, mais ayant toujours l'être humain comme intérêt commun.

Démarche… artistique?

Dernièrement, Miki et Patrick se sont vu refuser une subvention gouvernementale, refus s'appuyant sur l'argument ultime d'une absence de réelle démarche artistique en leur projet photographique.

« Si on tient au statut d'artiste, c'est que toute cette initiative-là est partie de notre démarche artistique, […] avec un souci d'implication sociale […], ou le petit côté qu'on veut que ça serve à quelque chose… », explique Patrick Dionne.

« On est entrain de traverser les Amériques, de vous montrez le regard, la position des jeunes qui vont être les adultes de demain, leur culture… on parle de mondialisation, on parle d'uniformisation des peuples […]. Moi j'appelle ça une performance : tu pars de chez vous, tu pars dans un *truck*, parce que tu veux comprendre, tu veux être encore plus présent dans leur vie, tu ne t'appropries pas leur culture, tu leur demandes de te la montrer! Tu veux la partager avec les gens du Nord, parce que vous autres vous n'avez pas la chance d'y avoir accès! Si c'est pas une démarche artistique ça!», affirme Miki, avec émotion et conviction.

M - « Les enfants sont conscients qu'ils sont en train de monter un documentaire, et que ce documentaire-là va être présenté dans le nord, et qu'après il sera présenté chez-eux. »

Paul Antoine Pichard a un jour parlé de son rôle de photographe comme de celui d'un caillou dans une chaussure : là pour agacer, rappelant à son hôte la présence de quelque chose de désagréable, qu'on peut faire mine d'ignorer, mais qui agace tout de même. Sur ces paroles, Patrick Dionne ajoute : «[…] mais nous, je te dirais qu'en plus, ce qu'on veut c'est que le petit caillou dans ton soulier, avant qu'il arrive là, il a servit aussi à quelque chose [là d'où il vient]… ».

Qu'il soit appelé objet d'art par « l'institution artistique » ou non, le caillou peut néanmoins demeurer ce petit intrus qui dérange. Il en faudra encore de ces cailloux.

À voir:

Humanidad – Les enfants travailleurs du Nicaragua
Jusqu'au 4 mars
Maison de la Culture Frontenac,
2550 rue Ontario Est

Mines d'ordures –
Paul Antoine Pichard
Jusqu'au 10 mars
TOHU (Cité des Arts et du Cirque),
2345 Jarry Est
www.tohu.ca

Photo: Albert Zablit | www.albertzablit.com

Les impatients

L'art cru de la souffrance

Élise Prioleau
eliseprioleau@hotmail.com

Le centre Les Impatients est un lieu de création artistique destiné aux personnes qui vivent la souffrance de la psychose. À travers l'art, la maladie trouve une voix. Si cette parole est parfois extrêmement créatrice, elle est toujours humanisante.

Josée chemine plusieurs fois par semaine vers l'un des trois locaux que compte la Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut du Québec, mieux connue sous le nom 'Les Impatients'. Elle fréquente l'atelier de Montréal Est depuis maintenant sept ans. « Ici nous avons une place, nous sommes enfin considérés comme des personnes à part entière, explique-t-elle. C'est parce que l'on croit en nous que nous faisons du beau. » Profondément concentrés sur leurs œuvres respectives, les Impatients échangent idées et commentaires, tantôt sur l'art, tantôt sur la vie. Un seul mot d'ordre dans cet atelier d'expérimentation artistique : être soi-même en toute liberté.

Depuis 1989, le centre Les Impatients a comme objectif de démystifier la maladie mentale en redonnant une voix aux personnes qui en souffrent. Outre sa mission thérapeutique, la fondation offre à ses visiteurs un lieu de création libre et gratuit. Pour un temps, la maladie mentale devient source de création débridée, parfois sombre, souvent profonde. Artiste et thérapeute par l'art au centre depuis 14 ans, Johanne Proulx perçoit une authenticité unique dans l'art des Impatients. « Ce sont des créateurs qui ont la facilité d'aller à l'essentiel. Ils ont une fraîcheur que les artistes perdent en cours de route. C'est comme s'ils n'étaient pas influencés par la société, remarque-t-elle. À travers leur regard, ce sont des émotions crues qui se manifestent. » Le centre se veut un lieu de pure expérimentation artistique, sans contraintes techniques ou économiques. « Le but est d'offrir le contexte qu'il faut pour se découvrir soi-même, à travers l'exploration de ses propres images », souligne-t-elle.

Un art prisé par les collectionneurs

Les Impatients organisent tous les ans un encan pour amasser des fonds. L'an dernier, les 400 œuvres du vernissage ont été vendues. Certains acheteurs ont dû débourser plus de 500 dollars pour une seule œuvre. Selon Johanne Proulx, « certains collectionneurs s'intéressent tout particulièrement aux œuvres réalisées aux Impatients ». L'art réalisé en situation d'exclusion sociale est en effet considéré comme une grande source d'inspiration par les artistes reconnus. Designer et propriétaire de la boutique Scandale, Georges Lévesque a été invité lors du lancement de l'exposition *Collection pas prête à porter*, organisée cet automne par la fondation. «Ils devaient fabriquer des robes de papier. L'un d'entre eux a fait une machine distributrice, explique-t-il, fasciné. Il y a une forte recherche intérieure dans l'art des Impatients. Je crois que nous les artistes, sommes tous un peu schizophrènes ».

« La souffrance de la maladie mentale est une expérience qui aborde les limites de l'être. C'est une expérience terrifiante, qui se situe en dehors des mots. Certaines personnes arrivent à l'exprimer, et d'autres la vivent comme fermeture »

Les œuvres réalisées durant les ateliers sont exposées dans plusieurs musées ainsi que dans des centres culturels. Le Musée des Beaux-Arts d'Ottawa, ainsi que le Musée de Québec exposent actuellement certaines toiles de la fondation. Selon Johanne Proulx, ce sont les musées eux-mêmes qui en ont fait la demande à l'organisme. Plusieurs pièces sont aussi précieusement conservées dans la collection privée de la fondation.

Un courant artistique reconnu

On le nomme *art brut* ou encore *art cru*. Au cours du siècle dernier, l'art réalisé par des personnes exclues, enfermées ou malades, a fait l'objet de collections partout à travers le monde. La plus célèbre est celle de l'artiste français Jean Dubuffet. Elle est aujourd'hui exposée dans la célèbre Collection de l'Art Brut à Lausanne en Suisse. L'art brut a été popularisé au 20e siècle par des artistes qui voulaient rompre avec la tradition artistique ainsi que les critères élitistes de l'académie. Les surréalistes en font partie.

Professeure aux départements de psychiatrie et d'anthropologie à l'université McGill, et affiliée au centre de recherche des Impatients, Helen Corin a visité les collections de la ville suisse romande cet été. Elle considère que l'expérience de la maladie mentale doit être davantage écoutée dans la société. « On a vu des personnes en situation d'enfermement qui on su révéler à travers l'art, des mondes d'une complexité incroyable », se passionne-t-elle. Pour la professeure, la psychose est avant tout une maladie profondément humaine. « La souffrance de la maladie mentale est une expérience qui aborde les limites de l'être. C'est une expérience terrifiante, qui se situe en dehors des mots. Certaines personnes arrivent à l'exprimer, et d'autres la vivent comme fermeture », témoigne-t-elle.

Les limites de la médecine

La maladie mentale est très peu acceptée dans la société québécoise. Les personnes qui en souffrent sont souvent exclues et isolées. Cette dévalorisation sociale est également présente dans le système de santé mentale. Selon Helen Corin, il y a peu d'écoute pour les gens atteints de ce type de maladie. « Dans notre société, nous approchons la psychose uniquement sous l'angle de la médication. Rares sont les endroits qui valorisent l'expression de cette maladie. Il y a cependant quelque chose que ces personnes ont besoin de dire », constate la psychiatre et anthropologue. Cette critique est partagée par l'étudiante au doctorat en psychologie à l'Université du Québec à Montréal et membre de la Société des Arts Indisciplinés, Sarah Kidd Deschênes. Si elle reconnaît que l'initiative des Impatients permet une émancipation et une reconnaissance des personnes atteintes de maladies mentales, elle considère que ce n'est pas encore suffisant. « Il n'y a pas d'intégration réelle des personnes psychotiques dans la société. La thérapie par l'art permet certes une émancipation, mais il ne faut pas oublier que ces gens-là sont privés de statut social dès qu'ils quittent l'atelier. Il y a une fascination pour la folie dans la société, mais cette différence n'est généralement ni écoutée, ni acceptée.»

La grande dépression

Quand le vaque à l'âme atteint la santé économique

Julien Bouchard
bouchard_julien@hotmail.com

L'OMS prédit que d'ici à 2020, la dépression représentera la deuxième maladie en importance dans le monde. Déjà, l'OMS estime à 121 millions le nombre de personnes souffrant de dépression. D'après Statistique Canada, cette maladie est à l'origine du plus grand nombre de cas d'incapacité au travail. Les impacts économiques de la maladie se font de plus à plus importants. Les coûts associés à son traitement par les services publics de santé croissent sans cesse, sans parler des pertes économiques associées à une baisse de la productivité. Pendant ce temps, la dépression constitue une manne pour l'industrie pharmaceutique qui voit ses ventes d'antidépresseurs croître à un rythme exponentiel.

Plus qu'une simple déprime qui se résorbe avec le temps, la dépression est un « trouble mental courant se caractérisant par une tristesse de l'humeur, une perte d'intérêt pour toute activité et une baisse d'énergie » (OMS). Les conséquences d'une dépression non traitée peuvent être désastreuses. On estime en effet que 60% des suicides sont causés par la dépression ou la schizophrénie. Comme pour la plupart des maladies mentales, les causes sont nombreuses et ne font pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique. On s'entend toutefois pour dire qu'il s'agirait d'un jumelage de facteurs génétiques et biologiques à des facteurs d'ordre psychosocial. Des conditions économiques précaires, l'usage de drogues et d'alcool, le stress, l'épuisement professionnel sont autant de causes qui peuvent être à l'origine du mal.

La déprime des entreprises

L'entreprise, qui subit beaucoup de pertes reliées à cette maladie, s'intéresse de plus en plus à sa prévention. Un rapport de Statistique Canada publié ce mois-ci établit en effet une corrélation entre les conditions de travail et le risque de vivre un épisode dépressif. Ainsi, les cols blancs et les employés des secteurs de la vente seraient plus à risque que les autres travailleurs. Ce risque est accentué si l'emploi comporte un stress élevé ou encore s'il est effectué sur des quarts de travail irréguliers. Si l'industrie s'intéresse à la dépression, c'est que les pertes économiques associées à la baisse de productivité sont énormes. Aux États-Unis, des 83,1 milliards de dollars en perte relié à ce mal, 62% est dû à l'absentéisme et à la baisse de productivité qui en découle. Au Canada, les pertes se chiffraient à 2,8 milliards en 1998.

Les groupes de soutiens aux personnes souffrant de maladie mentale soulignent un effet pervers à la dépression. Contrairement à d'autres maladies chroniques, les gens qui souffrent de dépression sont souvent victimes de préjugés qui cherchent à banaliser le mal dont ils souffrent. Cela a souvent pour effet de pousser un retour prématuré au travail. En plus de l'absentéisme, le présentéisme constitue donc un autre facteur de baisse de productivité dans l'entreprise. Ainsi, 71 % des gens âgés de 25-65 qui ont vécu un épisode dépressif sont demeurés actifs dans le monde du travail. En plus d'être moins productive sur le plan individuel, cette présence a des effets sur l'ensemble du groupe de travail.

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres

Si la dépression provoque de lourdes pertes économiques dans plusieurs industries, ce n'est pas le cas pour l'industrie pharmaceutique qui voit les ventes d'antidépresseurs se multiplier. De 1999 à 2004, les ventes d'antidépresseur ont augmenté de 75% au Canada. La croissance est d'autant plus impressionnante si on prend comme point de référence l'année 1981. L'augmentation se chiffre alors à 353%.

Sommes-nous en présence d'une augmentation réelle du nombre de dépressions ou à une baisse des critères menant à sa médicalisation? D'aucuns se posent la question, dont Janet Currie, professeur d'économie à l'Université Columbia. Dans un rapport intitulé La marchandisation de la dépression : la prescription des ISRS aux femmes, Currie écrit: « Avant l'arrivée des ISRS (inhibiteurs spécifiques du recaptage de la sérotonine, classe de médicaments incluant entre autres le Prozac) sur le marché, on considérait que la dépression touchait seulement 100 personnes par million. Depuis le lancement de ces médicaments, on estime qu'entre 50 000 et 100 000 personnes par million (soit un taux de 500 à 1 000 fois supérieur) souffrent de ce trouble »

Selon Currie, les industries pharmaceutiques cherchent à élargir la notion de dépression. Ces mêmes compagnies financent les activités de sensibilisation à la dépression et élaborent des questionnaires de dépistage incitant la population à consulter un médecin. Pas surprenant, quand on sait qu'en 2004, 81% des visites médicales ayant pour motif des problèmes d'humeur ont abouti à la prescription d'antidépresseur. De manière plus générale, 20% des femmes qui ont consulté un médecin se sont vues prescrire un antidépresseur. Selon Currie, ces statistiques sont d'autant plus inquiétantes par le fait que la question de la dépendance à ces médicaments reste nébuleuse.

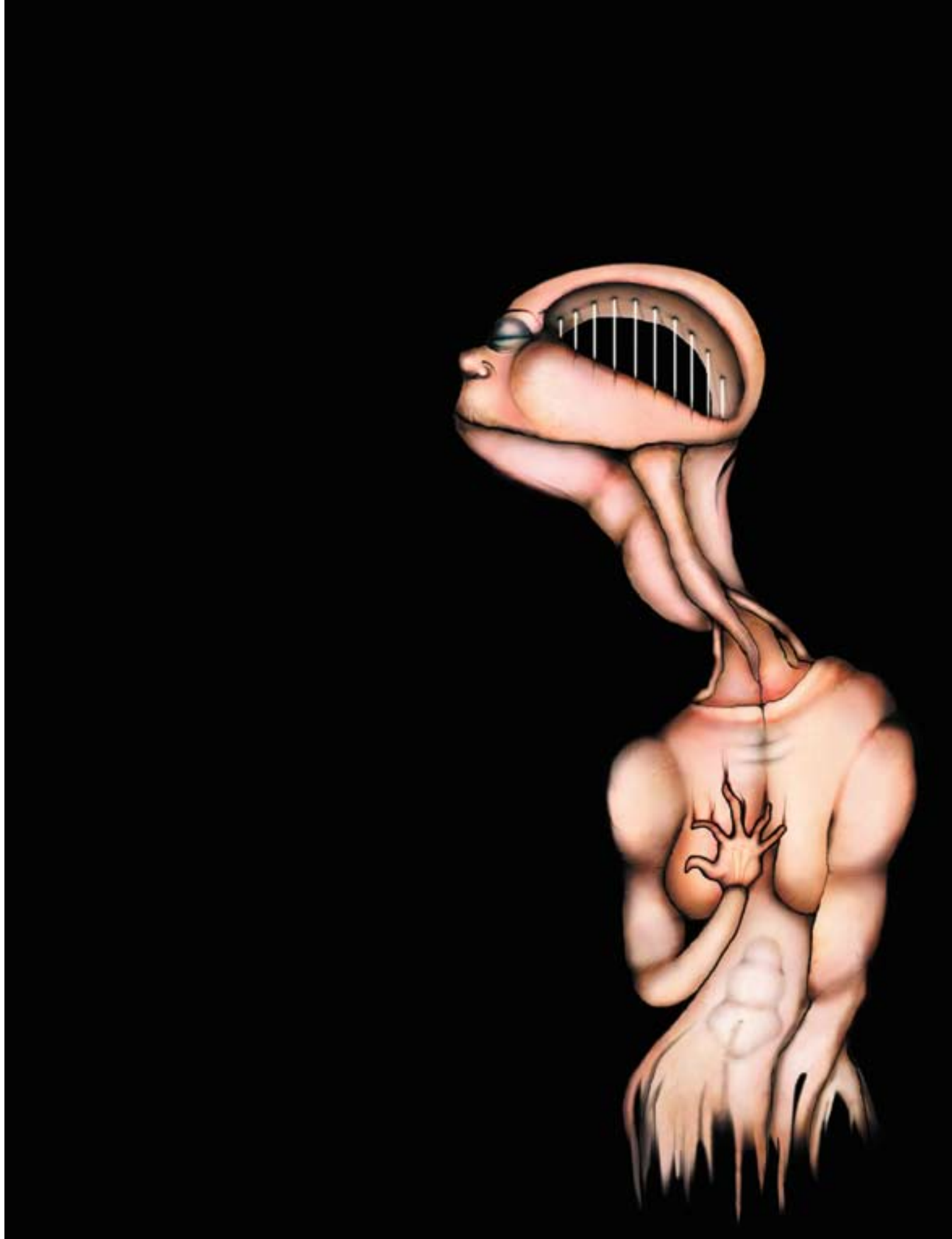
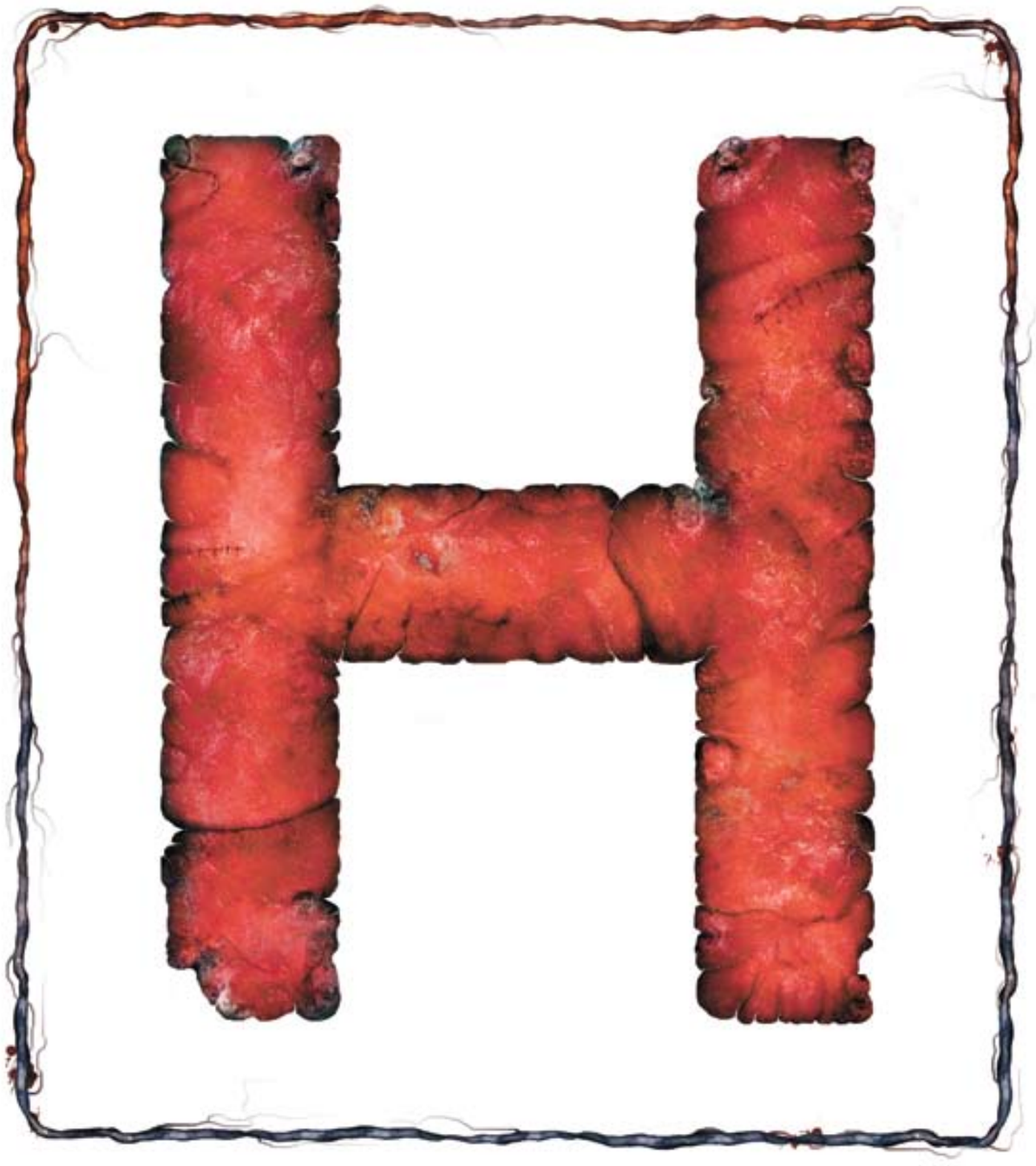


Illustration: Christine Roy



Infections en milieu hospitalier

Crise symptomatique du système de santé

Les risques de mourir d'une infection contractée dans un hôpital sont plus grands que ceux de mourir dans un accident de voiture. Ces infections, appelées infections nosocomiales, seraient symptomatiques des problèmes dans le système de santé public.

Audrey Bourget
audreyb55@hotmail.com

Le Clostridium difficile est une des bactéries qui se retrouve au quatrième rang des causes de décès en Amérique du Nord. L'Organisation Mondiale de la Santé soulignait déjà leur importance en 2002 : « On retrouve les infections nosocomiales à travers le monde entier. Elles sont l'une des principales causes de mortalité et morbidité pour les patients hospitalisés. Ce type d'infection est un fardeau important tant pour les patients que pour la santé publique. »

«Quand la mission première d'une institution se trouve à être corrompue, c'est qu'il y a une grave crise. La mission première d'un hôpital c'est l'hospitalité et la sécurité des gens à qui on donne l'hospitalité. De savoir que les hôpitaux manquent à leur devoir de sécurité, on parle d'une atteinte à l'intégrité même de la mission essentielle d'un hôpital, » dit Dr. Luc Bessette, médecin à la clinique privée MD-Plus.

La résistance bactérienne aux antibiotiques est pointée du doigt, mais, manifestement, ça ne peut être la seule cause, dit Dr. Bessette. « Parmi les phénomènes qui expliquent l'éclosion de tout ça, il y a l'hygiène essentielle qui n'est pas remplie et il y a une promiscuité des patients qui sont mis les uns à côté des autres, sans les mesures de prévention nécessaires. [...] À partir du moment où l'on a commencé à développer un intérêt pour ses mesures d'hygiène, les taux d'infections ont diminué. »

D'ailleurs, Hélène Gingras, porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux explique que le taux d'incidence du C. difficile a diminué de 60 pour cent depuis 2004. « Cela démontre que les programmes de préventions et de contrôle des infections qui ont été mis en place dans les établissements ont donné des résultats. Maintenant, les établissements ont la capacité de réagir plus promptement parce qu'ils ont des outils pour le faire. » Le nombre de décès a également diminué entre 2004 et 2006 de 190 à 85.

Gingras rappelle que la même recrudescence saisonnière est vécue chaque année : « Depuis le mois de septembre, ça a commencé à augmenter et on s'attend qu'autour des mois de février mars on soit pas mal à notre plus haut et les taux vont rebaisser jusqu'à l'été. C'est attendu d'année en année. Là, on est à maintenir le plus possible. »

Pour Karl Weiss, microbiologiste-infectiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, la situation n'est vraiment pas satisfaisante : « Si l'on regarde les taux de C.difficile, ils ont diminué d'à peu près 50 pour cent et la situation est nettement mieux qu'au pic de 2004, mais le Clostridium difficile ne repré

Illustration: Christine Roy

sente qu'une partie des infections nosocomiales. Il y a beaucoup d'infections nosocomiales dont on ne connaît pas l'ampleur au Québec parce qu'on ne les mesure même pas. Dire qu'on contrôle les infections nosocomiales, c'est un bien grand mot. »

Sans aller jusqu'à utiliser le mot « réforme », plusieurs médecins et travailleurs du milieu de la santé prônent des changements majeurs dans le fonctionnement du système de santé publique. Dr. Bessette dit bien vouloir d'un monopole, mais pas à n'importe quel prix. Un système de santé public, oui, mais où les administrations sont responsables et nos taxes gérées de façon responsable. Selon lui, la question de l'imputabilité administrative et ministérielle est au cœur du débat. « Comment se fait-il que quelques semaines avant Noël, quelqu'un qui va prendre une consommation abusive qui va l'amener au-delà de la limite d'alcool permise au niveau sanguin, s'il a un accident involontaire et que quelqu'un décède, il va être considéré criminellement responsable. Alors que dans les administrations publiques, certains administrateurs n'ont pas pris les mesures essentielles, des dizaines de morts surnuméraires sont survenues et ça n'a jamais fait la première page du Journal de Montréal. Ça passe comme dans du beurre! » s'exclame-t-il.

Dr. Weiss confirme qu'il est clair qu'aujourd'hui, les hôpitaux doivent avoir une façon différente de traiter les gens de celle qu'on a vue durant les 15 dernières années, où on a moins de personnel, on a coupé des lits et on à moins d'espace pour les gens plus malades.

Il ajoute : « Aujourd'hui, on note les universités et il y a le classement des écoles secondaires. Un jour, il y aura probablement le classement des hôpitaux et probablement que les infections nosocomiales vont jouer un rôle fondamental là dedans. »

Dr. Weiss pratique à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont où les mesures d'hygiène sont serrées : les visiteurs doivent se désinfecter les mains à l'entrée et la sortie (un agent de sécurité les surveille); des bannières rappellent les règles élémentaires d'hygiène et des masques d'asepsie ainsi que du désinfectant sont disponibles partout. Il considère cependant que ce n'est pas assez : « Lorsque vous allez dans un hôtel, le plus miteux soit-il, vous avez habituellement votre propre chambre et votre propre salle de bain. Lorsque vous venez à l'hôpital, qui est en théorie la place de l'hygiène par excellence, vous partagez votre salle de bain avec la moitié d'un étage. Si vous n'aviez pas attrapé le microbe, là, c'est certain que vous allez l'attraper. »

Hélène Gingras, les Dr. Bessette et Weiss étant d'accord, rappelle toutefois que les infections nosocomiales ne sont pas entièrement évitables. Il y en aura toujours. L'objectif est de les réduire au plus petit nombre.

« Il y a aussi un travail à faire de la part des visiteurs qui est de respecter les mesures d'hygiène et d'isolement », dit Dr. Weiss.

Au-delà de ces actions immédiates, Dr. Bessette souligne l'importance d'apporter des changements au système de santé : « On ne peut plus se permettre d'être conduit passivement par un réseau qui peut bouffer une partie de notre vie. »

Université d'Ottawa

Des études supérieures
en sciences humaines

Ça part d'**ici.**

À **l'Université d'Ottawa**, la Faculté des arts accueille des étudiants et des professeurs-chercheurs passionnés des sciences humaines du Canada et du monde entier. La plupart des étudiants de la Faculté des arts bénéficient d'un appui financier de 15 500 $ à 17 000 $ par année d'études.

• Communication • Études anciennes • Études canadiennes • Géographie • Histoire
• Philosophie • Sciences des religions

*Venez nous rencontrer **le 1er mars 2007**, de 17 h à 18 h 30, à l'Hôtel Fairmont Reine Elizabeth, salon Bersimis, 990, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal.*

uOttawa

Classée parmi les cinq universités canadiennes à plus haute intensité de recherche

www.arts.uOttawa.ca
1 877 uOttawa 613-562-5700

Le marketing de la peur

Ou l'art de faire avaler la pilule

Ce sont des blockbusters, et ils se vendent comme des petits pains chauds, boostés par des équipes de marketing et portés par de grandes campagnes de publicité n'épargnant aucune sphère de la société, les médicaments se vendent autant aux malades qu'aux biens portants. Le concept est simple : inventer des maladies.

Édouard Reinach
ereinach@gmail.com

Les équipes de développement clinique et les forces de ventes travaillent désormais main dans la main pour produire des médicaments qui se vendent bien, très bien même. Lorsqu'il n'y a plus assez de malades pour répondre aux besoins de croissances des entreprises pharmaceutiques, il faut alors se tourner vers le marché des biens portants. Selon Jörg Blech, la tension prémenstruelle se transforme en une maladie mentale appelée « trouble dysphorique prémenstruel » et la timidité est un « trouble d'anxiété sociale ». Pleurez la mort d'un être cher pendant plus de deux mois fait de vous une personne atteinte de « trouble dépressif mineur », si vous êtes un optimiste de nature, vous souffrez d'un « trouble généralisé de la gaieté » et si vous refusez tout type de médecine, vous faites partie des personnes atteintes de la « phobie du médecin et du sang ». En fait, le message des compagnies pharmaceutiques est clair, toute personne est un malade qui s'ignore.

Avant d'inventer de nouvelles maladies, plusieurs techniques sont utilisées par ces compagnies. L'abaissement des seuils, la multiplication des analyses et le dépistage sont autant de techniques utilisées pour amener les gens à consommer plus de médicaments. C'est ainsi qu'en France, par exemple, le taux de cholestérol acceptable est passé de 260 milligrammes à 200 milligrammes par décilitres, dans les années 90. Les laboratoires semblent aussi avoir constaté que chaque nouvelle analyse permet d'augmenter le nombre de maladies différentes. Si à chaque analyse, 5% de la population est dite « à risque » pour une certaine maladie, chaque nouvelle mesure diminue fortement le nombre de personnes saines. De même, les camions de dépistage distribuant de l'information médicale à haute saveur commerciale permettent de dépister de nouvelles maladies.

La technique de commercialisation la plus évidente reste basé sur la peur. C'est ainsi que David Healy, docteur en psychologie, relate l'impact des campagnes de peur sur les comportements vis-à-vis des maladies comme le trouble bipolaire. Dans une publicité, une compagnie arrive à faire croire aux gens qu'ils pourraient peut-être être atteint d'une des maladies les plus sérieuses et débilitantes du répertoire psychiatrique, le trouble bipolaire, voir la maniaco-dépression. Selon Healy, « après 1995, il y a eu une augmentation dramatique dans la fréquence d'utilisation du terme 'stabilisateur d'humeur' dans la littérature scientifique » et cette augmentation des débats coïncide avec l'augmentation des personnes consultants pour ce trouble, selon ses tableaux. Il n'y a d'ailleurs aucun consensus sur la question dépressive, et plusieurs études indépendantes tendent à montrer que les personnes qui pourraient être considérées comme bipolaire et n'ayant pas de suivi médical ne présentent pas plus de risques de suicides que celles qui sont suivis.

« Les laboratoires pharmaceutiques redéfinissent les frontières de la maladie, et d'une certaine façon, les frontières du normal et de l'anormal » explique Joel Lexchin. Selon lui, Pfizer a redéfini le problème de dysfonction érectile. Alors que ce problème ne touchait en majorité que des personnes avec des problèmes médicaux, c'est désormais devenu quelque chose de banal qui « peut arriver à tout le monde ». Une solution à un problème médical sérieux est devenu d'utilisation banale, amélioration du style de vie et arme contre l'échec ou « la peur de l'échec » selon Lexchin.

Certains gouvernements, comme le gouvernement français, se sont rendu compte de l'impact de la pression pharmaceutique sur les comportements d'achat. C'est ainsi que la caisse nationale d'assurance-maladie constate « le coût particulièrement élevé des nouveaux médicaments » et déplore les répercussions de ces coûts sur les caisses de l'État. Le Québec n'échappe pas non plus à cette tendance, ce qui ajoute au poids fiscal reposant sur son système de santé.

Ironie du sort, les maladies ainsi créées engendrent de nouvelles maladies par le développement d'effets secondaires dû à l'absorption des médicaments « miracles ». Ces maladies seront, à leur tour, traitées par de nouveaux médicaments... Un cercle très vicieux.

Illustration: Christine Roy

Université d'Ottawa

Des études supérieures
en sciences sociales

Ça part
d'**ici.**

À **l'Université d'Ottawa**, à la Faculté des sciences sociales, la majorité des étudiants bénéficie d'un appui financier renouvelable de 14 000 $ à 18 000 $.

- 19 programmes innovateurs aux 2e et 3e cycles
- 220 professeurs-chercheurs

uOttawa

Classée parmi les cinq universités canadiennes à plus haute intensité de recherche

www.sciencessociales.uOttawa.ca
1 877 uOttawa 613-562-5700

Héritage de Guerre

La guerre nucléaire n'est pas chose du futur

Édouard Reinach
ereinach@gmail.com

« Depuis 1991 [date de la première guerre du Golf], le nombre d'enfants nés avec une malformation congénitale a quadruplé » selon le docteur Janan Hassan, directeur d'une clinique pour enfant à Basra au sud de l'Irak. Selon toute probabilité, ces enfants ont été contaminés par de l'uranium appauvri (UA), utilisé comme munition antiblindage pour amener la démocratie en Irak. Selon le Pentagone, pour la seule première guerre du Golfe, les forces américaines auraient utilisé plus de 300 tonnes d'armes à l'UA, mais pour le docteur Ahmad Hardan, conseiller spécial de l'Organisation mondiale de la santé et des Nations unies « le chiffre réel est plutôt de 800 (tonnes) ». En 2003, les compteurs Geiger de chercheurs japonais en Irak ont littéralement dépassé la limite possible pour ces instruments de mesure de la radioactivité.

La première chose qu'une femme irakienne ou afghane demande lors d'un accouchement n'est pas de savoir si c'est un garçon ou une fille, mais plutôt de savoir s'il est normal ou difforme. Les femmes du Kosovo, dans une moindre proportion, sont victimes des mêmes craintes. Pour le docteur Guzina, chirurgien à Sarajevo de 1969 à 1992, revenu en 2000 pour aider ses collègues « de toute ma vie professionnelle, je n'ai jamais vu de tels cas. » Même constat chez les médecins du sud de l'Irak qui vont jusqu'à établir des comparaisons entre les malformations des nouveau-nés après le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki. Des bébés qui naissent avec les entrailles situées à l'extérieur du corps, avec des tumeurs à la place des yeux, avec un œil unique ou sans yeux, ou sans membres, ou parfois même, sans tête.

Une bombe « sale »

Déchet nucléaire, l'uranium appauvri (UA) ou U-238, est le métal le plus dense et le plus lourd. Projeté à une vitesse de 1 200 mètres par seconde, il peut transpercer n'importe quel blindage ou plaque de béton. C'est un métal pyrophorique, c'est-à-dire qu'il s'enflamme à la température relativement basse de 600 degrés Celsius, facilitant ainsi la destruction

des choses à l'intérieur de l'abri blindé. Son autre avantage est qu'il ne coûte rien, en plus de « régler » le problème du stockage des déchets nucléaires. Ce métal est donc utilisé comme le projectile antiblindage le plus pratique de nos jours. En s'enflammant pendant la pénétration du blindage, une partie de l'UA se vaporise en oxyde d'uranium et en poussière d'uranium. Ces particules se répandent dans l'atmosphère et contaminent l'air, le sol et l'eau. Jugé inoffensif par l'OMS, le Pentagone et à peu près tous les ministères de la Défense sur la planète, de nombreuses études et de nombreux cas semblent plutôt démontrer que la guerre nucléaire n'est pas un évènement futuriste tout droit sorti des romans d'anticipation. Selon Marion Falk, physicien et chimiste retraité ayant fabriqué plusieurs bombes nucléaires pour les États-Unis, les armes à l'UA « correspondent tout à fait à la description des bombes sales. » Selon lui, c'est « l'arme parfaite pour tuer des quantités de gens. » Alors qu'en Irak, un épidémiologiste a trouvé une augmentation de 124% du nombre de tumeurs malignes dû à l'UA chez les enfants de moins de 15 ans dans la région de Bassora, en Afghanistan, la situation se complique. Les résultats du laboratoire du Centre de recherche médical sur l'uranium (UMRC) indiquent de hautes concentrations d'uranium non appauvri. Selon Doug Westerman, journaliste, l'Afghanistan aurait servi de terrain d'essai pour de nouvelles bombes anti-bunkers contenant des concentrations d'autres alliages d'uranium.

La maladie en héritage

Lauren Moret, spécialiste de l'UA affirme qu' « on a diagnostiqué chez de nombreux soldats exposés à l'UA dans la région du Golfe des tumeurs et d'autres atteintes au cerveau ainsi que des problèmes cognitifs ». Le capitaine Terry Riordan, des forces canadiennes est mort en 1999 à 45 ans. Homme en excellente santé affichant une forme olympique, il revient au Canada deux mois après son arrivée en Irak en ne pouvant quasiment plus marcher. Il souffre d'une perte du contrôle moteur, de fatigue chronique, de problèmes respiratoires, de douleurs testiculaires et osseuses, etc... À sa mort, le diagnostique devient clair : il y a de l'UA dans ses poumons et ses os. Les témoignages de ce genre de cas ne manquent pas, et les cas de décès d'après-guerre dus à la contamination non plus. Plus de 10 000 soldats sont morts de maladies après la première guerre du Golfe et chez les soldats américains ayant été exposés de près ou de loin à l'UA, le pourcentage d'enfants présentant des cas de malformations congénitales tourne autour de 67%. En Irak, le docteur Jawad Al-Ali, directeur du centre oncologique d'un grand hôpital de Bassora a déclaré en 2003 que « deux phénomènes étranges que je n'avais jamais rencontrés auparavant, sont apparus à Bassora. Le premier consiste en deux ou trois cancers différents chez un même patient, par exemple, une leucémie et un cancer de l'estomac. Nous avons eu un patient présentant deux cancers, un de l'estomac et un du rein. Quelques mois plus tard, le cancer primaire s'est étendu à l'autre rein. Le second phénomène est l'accumulation de cancers dans certaines familles. Nous avons 58 familles ici dont plus d'un membre souffre d'un cancer. Le docteur Yasin, chirurgien, a deux oncles, une sœur et un cousin atteints d'un cancer. Le docteur Mazen, un autre spécialiste, a 6 membres de sa famille qui souffrent d'un cancer. Ma femme en a 9. » L'effet le plus ravageur est observé sur les enfants qui vont naître. Il est en effet difficile de voir des fœtus dont l'apparence ne s'approche même pas d'une forme humaine. Et si ces malformations sont inconnues, c'est que selon le docteur Hardan, on ne les trouve guère que dans les ouvrages consacrés aux bébés nés près des sites d'essais nucléaires du Pacifique. Le porte-parole du Centre de recherche sur le contrôle des armes, Ross B. Mirkarimi renchérit : « ce sont les enfants à naître de la région qui paient le prix le plus élevé : l'atteinte à l'intégrité de leur ADN . »

Le problème, c'est que la seconde guerre en Irak a vu s'intensifier l'utilisation de ces armes et que peu d'études peuvent être faites sur les répercussions actuelles et à venir.

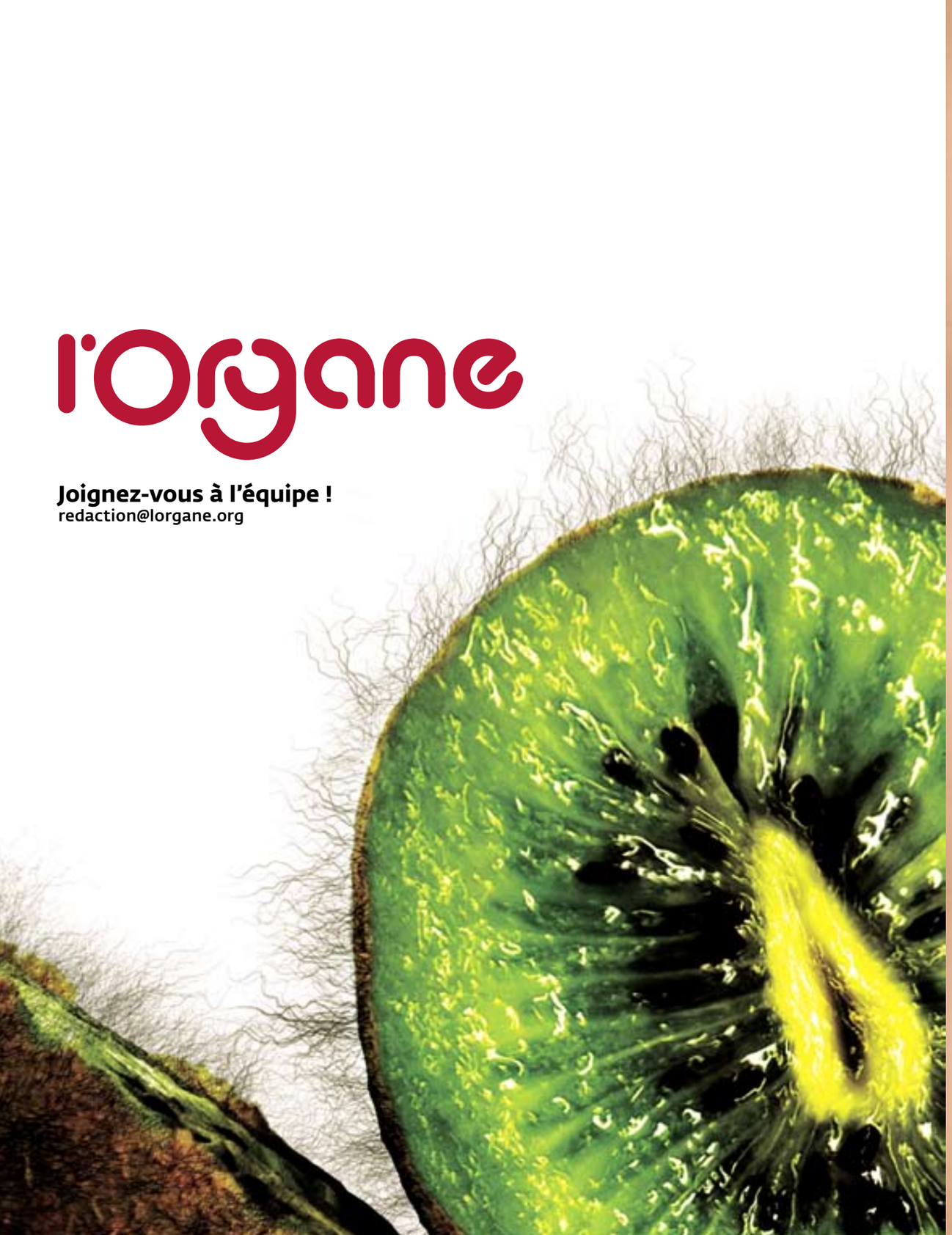
L'OMS et l'armée continuent de nier les effets de ces armes sur la santé humaine tout en continuant d'insister sur l'entreposage sécurisé des déchets nucléaires comme l'UA ... L'armée canadienne et américaine n'offre aucune indemnisation aux soldats contaminés ou à leur famille, prétextant qu'il est « impossible que l'uranium appauvri soit la cause de ces maladies. » Quant aux populations vivant près des lieux de combats, quelle indemnisation ?

Dans le comté de Jefferson (Indiana), le Pentagone a fermé un champ de tir d'environ 80 hectares où étaient testés les obus à l'UA. Le devis le plus pessimiste pour décontaminer le site se chiffrait à 7,8 milliards de dollars, sans compter l'entreposage de six mètres de terre et de végétation à enlever. Jugeant le coût trop élevé, l'armée a décidé d'offrir le terrain au service des parcs nationaux pour y faire une réserve naturelle, offre refusée par ce dernier. L'ex-champ de tir devrait être classé en « zone nationale de sacrifice » avec interdiction d'accès pour l'éternité. Allons-nous devoir procéder à la même classification du territoire irakien, afghan, bosniaque et libanais?

Illustration: Christine Roy

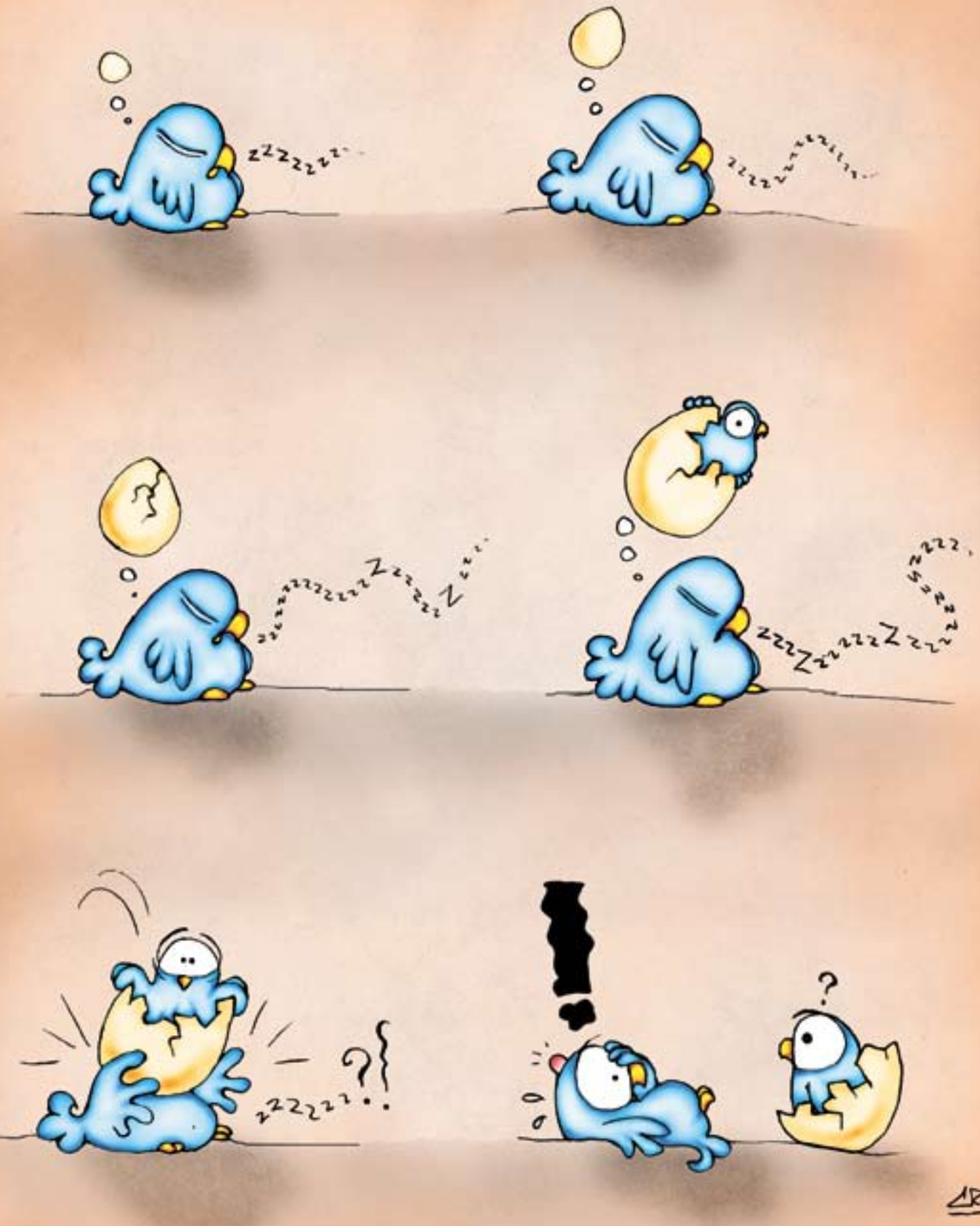
l'Organe

Joignez-vous à l'équipe !
redaction@lorgane.org



BD du mois

par Christine Roy



Les identités multiples

Entrevue avec Boucar Diouf

Né au Sénégal dans une famille d'agriculteurs, Boucar Diouf a immigré à Rimouski pour y faire son doctorat en biologie. Après quelques années d'enseignement universitaire, il change de profession et tente sa chance dans le monde de l'humour. Depuis, il a parcouru presque l'ensemble du Québec et de l'Acadie avec « D'hivers Cité », son premier spectacle qui allie humour, poésie, conte et musique africaine. Rencontre avec celui qui fait se côtoyer chansons de la Bolduc et sagesse africaine.

Julien Bouchard
bouchard_julien@hotmail.com

L'Organe: On parle beaucoup ces jours-ci du clivage qui existerait entre les régions et les grands centres quant à la question de l'intégration des immigrants. Que pensez-vous de ce débat?

Boucar Diouf: Je n'ai jamais habité à Montréal, ça fait 16 ans que j'habite au Québec et j'ai toujours habité à Rimouski. Je découvre Montréal, il y a des aspects que j'aime bien, d'autres qui m'attirent moins. Ce que je trouve qui est déplorable, c'est qu'autant les autorités politiques municipales que les habitants vont toujours se targuer d'habiter dans une ville qui est multiculturelle. C'est vrai que Montréal est multiculturelle, mais il faut faire attention, car une ville peut être multiculturelle sans être interculturelle. Des poches de culture se côtoient, mais ne se touchent pas. À Montréal, tranquillement, il commence à se former des espèces de ghettos et ça, je trouve que pour quelqu'un comme moi qui a vécu 16 ans à Rimouski, c'est des aspects qui ne m'intéressent pas vraiment. Ce qui m'intéresse avant tout c'est l'interculturalité, c'est catalyser un flux entre toi et la culture québécoise. À un point tel que, dans mon cas, après 16 ans, j'ai deux identités et ce n'est pas des identités fragmentaires, 50% Québécois et 50% Sénégalais : je suis 100% Québécois et 100% Sénégalais. Je pense que ça devrait être l'objectif de tout immigrant. Quand les gens ressentent en toi une partie d'eux-mêmes, ils vont s'ouvrir à toi tout de suite. Ce n'est pas un phénomène qui est passif, c'est un travail, il ne faut pas se leurrer.

O: Est-ce que c'est plus facile de s'intégrer en région?

BD: Effectivement, si tu veux vivre l'interculturalité, c'est ça qu'il faut. Va vivre à Thetford Mines où a Rimouski, C'est

Boucar Diouf • Photo: Albert Zablit | www.albertzablit.com

sur, t'as pas le choix, au bout de dix ans tu vas te sentir Rimouskois. Moi, quand je rentre à Rimouski, je dis que je suis chez moi.

O: Qu'est ce qui vous manque de l'Afrique?

BD: Ce qui me manque de l'Afrique, c'est ce qui me tape sur les nerfs maintenant quand j'y vais. C'est aussi ça, la double identité. À un moment donné, tu te dis : « mon pays me manque, les couleurs, les tambours dans les rues », mais en même temps, quand je vais en Afrique, en tant que Québécois, ça ne me tente pas que quelqu'un joue du tam-tam à coté de ma fenêtre. Et à un moment, je veux leur dire « allez-vous taper vos *christ* de tam-tam de l'autre coté? ». Paradoxalement, quand je suis ici c'est ça qui me manque. Quand tu atteins le niveau d'hybridation où j'en suis, quand je suis en Afrique, c'est le Québec qui me manque et quand je suis au Québec, c'est l'Afrique qui me manque

O: Qu'est-ce que cette hybridation vous permet en humour?

BD: Quand je monte sur scène, je peux jouer sur trois univers différents. Je peux dire aux gens : « je vous emmène chez moi, je vais vous faire vivre une expérience que vous ne connaissez pas, au Sénégal ». Je peux aussi décider de dire je suis Boucar le Québécois maintenant, mais ce que je fais souvent, c'est catalyser des ponts entre la culture africaine et la culture québécoise. Je fais une hybridation, c'est l'avantage d'avoir une double identité. Je suis versatile. [...] Je peux aussi me mettre de l'extérieur et dire que toutes ces affaires d'accommodement raisonnables, c'est de la *marde*. Je peux faire ça, moi. Je suis capable de parler des relations interethniques, des relations entre les Québécois, les Noirs, les Blancs et y allez à fond, alors que d'autres se feraient taper sur les doigts. [...]

O: Considérez-vous que vous faites de l'humour engagé?

BD: Je pense que oui. Engagé est peut-être un peu trop lourd, mais quand je monte sur scène, j'ai envie de communiquer quelque chose d'autre que le rire. [...] Je pense que quand les gens sortent de mon spectacle, ils viennent me remercier. Pas parce qu'ils ont ri, mais parce qu'ils ont vu les choses autrement.

O: Est-ce que vous lancer en politique vous intéresserait?

BD: Je ne cracherais pas là-dessus, j'avoue, mais pas tout de suite. J'ai envie que les gens prennent mes *jokes* au sérieux.

O: Est-ce que vous aimeriez incarner une sorte de modèle pour les immigrants?

BD: Si ça pouvait arriver j'aimerais ça, [...] mais je ne serais pas là pour représenter une communauté quelconque. [...] Le communautarisme, je ne suis pas capable. Dire « la communauté noire », je n'aime pas ça. C'est sûr que j'ai une certaine solidarité avec les Haïtiens ou les Jamaïcains qui arrivent ici, mais un Jamaïcain qui vient d'arriver n'est pas plus mon frère qu'un Gaspésien avec qui j'ai étudié.

O: Comment doit-on faire pour éviter le communautarisme?

BD: L'ouverture! Toutes ces lois bidon sur le multiculturalisme, je ne crois pas à ça, moi. [...] Il faut amener les gens à se sentir québécois, mais aussi éviter les trucs que l'on voit en ce moment, les accommodements raisonnables et tout ça. Je suis pour la laïcité totale, même forcée. J'ai quitté l'Afrique, moi, à cause de cet archaïsme, alors je n'ai pas envie de le retrouver ici. Les gens ont peur d'avoir deux identités, les identités multiples, ça existe. Moi, je vous recommande le livre d'Amin Maalouf, qui s'institule *Les identités meurtrières*. On peut être Arabe et Musulman, on peut être Perse et Musulman, on peut aussi être Perse et Musulman et Québécois pur laine. C'est possible, ça ne se fragmente pas. [...] Tout le monde devrait avoir quatre, cinq cultures [...]. Moi, je dis aux immigrants: « laissez-vous québéciser, et une fois que vous allez être québécisés, c'est sûr que les Québécois vont vous laisser les africaniser ».

D'Hivers Cité
Les 15 et 16 mars, au Lion d'Or
514-844-2172

Overdose générale

Horace se lève aux aurores, bruyant, affamé, plein d'énergie. Il court jouer avec son chien, met la maison sans dessus dessous et fait le tour du pâté de maisons à bicyclette. Après avoir épuisé ses parents, c'était au tour de son professeur, puis de son éducatrice. Horace fait maintenant partie du 5 à 8% d'enfants d'âge scolaire traités au Ritalin au Québec. S'il était aux États-Unis, la proportion atteindrait 40% dans certaines écoles – la moyenne se situant autour de 10%.

Audrey Bourget
audreyb55@hotmail.com

Le traitement de l'hyperactivité est très différent outre-Atlantique où l'on considère que le Ritalin est surprescrit.

Les principaux symptômes de l'hyperactivité sont le manque d'attention soutenue, l'incapacité à se concentrer, l'instabilité émotionnelle, l'impulsivité, la difficulté à obéir et quelques signes neurologiques mineurs. Il est très difficile de savoir si un enfant est un « vrai » hyperactif ou s'il est seulement plus agité que la normale. Les résultats d'une enquête menée par Santé Canada en 1999 inquiètent. Il a été démontré que la consommation de méthylphénidate (Ritalin) a augmenté de 500 % entre 1990 et 1997. Un rapport de l'Organisation des Nations Unies confirme la tendance à l'échelle mondiale.

Le Ritalin est actuellement le traitement médicamenteux de référence. C'est un stimulant qui agit sur l'humeur en améliorant l'attention et les performances intellectuelles. Plusieurs études ont démontré son efficacité lorsqu'il est associé à une psychothérapie, mais les effets secondaires sont nombreux. Parmi eux on retrouverait l'insomnie, la nervosité, la perte d'appétit et le ralentissement de la croissance en taille et en poids. Dans un article publié en 2006 dans le *New England Journal of Medicine*, Steven E. Nissen, professeur de cardiologie et membre d'un comité de sécurité sanitaire de la Food and Drug Administration, rappelle que le médicament, dérivant des amphétamines, cause également des risques pour le cœur. « Même si nous reconnaissons d'importants bénéfices potentiels à ces produits, nous plaidons pour leur usage sélectif et modéré, » écrit-il.

« Les enfants et leurs familles ont droit à une approche pluridimensionnelle des troubles psychopathologiques et psychiatriques, » dit Claude Bursztejn, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent. Il dit ne pouvoir exclure l'utilisation de Ritalin, mais que ce dernier doit s'inscrire au sein d'un projet thérapeutique global et cohérent.

Lawrence H. Diller, pédiatre et psychothérapeute, détonne par rapport à ses collègues américains, en favorisant le support des parents et gardant la prescription de Ritalin comme dernier recours. Parlant d'une publicité pour un médicament traitant l'hyperactivité, il dit : « [...] ce qui me gêne dans cette publicité c'est qu'elle prend une tâche relativement complexe, faire ses devoirs, et qu'elle la réduit à un seul problème, à savoir le cerveau de l'enfant, problème qui peut être résolu en avalant une pilule. » Il ajoute que cela démontre jusqu'à quel point, dans la tête des autorités scolaires et de l'opinion publique, la mauvaise conduite des enfants est un désordre cérébral qu'il faut soigner à coups de médicaments. »

CHADD (Children and Adults with Attention Deficit/Hyperactivity Disorder), un groupe de pression représentant les gens atteints d'hyperactivité, fait partie de la minorité qui prône l'utilisation plus libre du Ritalin. Le financement de près de 900,000$ qu'elle a reçu de Ciba-Geigy (maintenant Novartis), le fabricant de Ritalin, a été fortement critiqué par la Drug Enforcement Administration.Selon une étude de Pierre Charlebois, professeur titulaire à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal, le soutien pédagogique préventif et constant aux enfants hyperactifs donne de meilleurs résultats que la médication. Les enfants hyperactifs qui avaient bénéficié d'un soutien pédagogique et parental durant les trois années de l'étude ont eu de bien meilleurs résultats scolaires que ceux qui n'y ont pas eu droit. Le soutien pédagogique préventif permet aux enfants souffrant d'hyperactivité d'acquérir des habiletés favorisant sa réussite scolaire, ce qui n'est pas le cas avec la médication.

L'hyperactivité, aussi appelée Trouble de déficit d'attention et d'hyperactivité, est habituellement diagnostiquée entre 4 et 6 ans, de 4 à 10 fois plus souvent chez les garçons que chez les filles. Les enfants hyperactifs doivent souvent vivre avec de gros problèmes scolaires comme des rapports difficiles avec l'enseignant, le rejet des camarades et l'échec scolaire. Un traitement et une prise en charge adéquate peuvent leur permettre de poursuivre un parcours scolaire normal. D'ailleurs, les enfants hyperactifs développent fréquemment un potentiel intellectuel élevé et surtout une grande imagination et créativité.

Les gens qui ne sont pas atteints d'hyperactivité ont eux aussi succombé aux vertus « miraculeuses » du Ritalin, comme le confirme le World Youth Report 2003 de l'ONU. Un million d'adultes américains utiliseraient cette molécule pour ses effets psychostimulants. Lorsque sniffé ou injecté, ses effets se rapprochent de ceux de la cocaïne. Les inquiétudes concernant l'abus et le mauvais usage de ce médicament surnommé la « cocaïne des enfants » ne cesseront sûrement pas de si tôt puisque la consommation de Ritalin, légale et illégale, continue sa croissance fulgurante.

Les SLAPP: baîllon sur la critique citoyenne

SLAPP : *Strategic Lawsuits Against Public Participation*, en français, 'Poursuites Stratégiques contre la Mobilisation Populaire'. Les SLAPP font parler tout le monde, sauf les intéressés. Quand une entreprise vous réclame des millions de dollars pour l'avoir critiquée sur la place publique, vous y pensez deux fois avant de recommencer.

Julie Geffard
geffardjulie@yahoo.ca

Nous sommes en 2005, dans la petite ville outaouaise de Cantley. Serge Galipeau et Christine Landry, sa conjointe, se plaignent dans les journaux des odeurs délétères dégagées par le dépotoir voisin. Des propos plutôt banals. Ouvert en 1989, le dépotoir, qui compte presque autant d'avis d'infractions que d'années d'existence, fait l'objet d'une bataille rangée entre ses exploitants et les résidants de Cantley. En août 2006, le couple est attaqué en diffamation par les propriétaires du dépotoir : Gilles Proulx et Denzil Thom réclament 750 000 dollars en dédommagement, somme qu'ils réévaluent un mois plus tard à 1,2 million de dollars. Soutenus financièrement par la municipalité de Cantley, M. Galipeau et Mme Landry ne se sont pas rétractés... ou pas encore.

Intimidation

Les poursuites stratégiques, développées en Amérique du Nord il y a une vingtaine d'années, visent à étouffer la critique citoyenne. Le principe, simplissime, consiste à lancer une poursuite judiciaire sans fondement contre un individu ou une association aux ressources financières limitées. Le plaignant sait que le procès qu'il intente est perdu d'avance, mais les sommes demandées en dédommagement, qui descendent rarement sous la barre des dizaines de milliers de dollars, et les frais d'avocat, exorbitants, incitent généralement les accusés à se rétracter... ou lorsqu'ils décident d'aller quand même en procès, à se taire.

Contacté par l'Organe, Jean-Yves Turmel, producteur agricole de Saint-Lambert-De-Lauzon poursuivi en diffamation par son voisin producteur de porcs, a préféré ne pas commenter le procès qu'il finance avec ses propres fonds de pension et économies, un silence qu'il juge regrettable. « C'est leur but qui est atteint, finalement », déplore-t-il. M. Turmel est poursuivi pour plus de 200 000 dollars.

Citoyens, taisez-vous!

« Les gens dans bien des cas vont préférer se taire et laisser tomber le dossier plutôt que d'avoir à vivre des situations complètement folles comme nous », observe André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA). L'AQLPA n'a pas succombé au pouvoir d'intimidation des SLAPP. Attaquée pour cinq millions de dollars par la compagnie American Iron & Metal (AIM), dont elle avait dénoncé auprès des tribunaux les infractions à diverses réglementations environnementales, l'association a réagi vivement. Pour assurer sa défense, elle a lancé une campagne d'information et de levée de fonds : *Citoyens taisez-vous!*. S'attachant le soutien du célèbre avocat Julius Grey, de trois centrales syndicales et d'une liste impressionnante d'artistes, d'associations et de citoyens de tous crins, le groupe est allé jusqu'au bout de son procès. Après l'avoir remporté, il a attaqué à son tour AIM en diffamation, cependant AIM a quand même gagné, dans une certaine mesure. L'AQLPA a dû se départir de trois de ses six employés permanents. Ses frais d'avocats se chiffrent dans les centaines de milliers de dollars. La prime de son assurance responsabilité a été multipliée par douze.

Vers une solution?

Le cas de l'AQLPA a été le premier de cette envergure au Québec. Le tapage médiatique orchestré par l'organisation a si bien éveillé les curiosités qu'en octobre dernier, le Centre Québécois du Droit de l'Environnement (CQDE), organisme montréalais à but non lucratif, s'est vu chargé par Québec de coordonner les recherches d'un groupe d'experts en environnement. Leur mandat : brosser le portrait des poursuites stratégiques en Amérique du Nord. Une tâche ardue, selon Me Mathieu Drolet, avocat et employé du CQDE affecté au dossier. « Les SLAPP, de par leur nature, sont difficiles à recenser. Parce qu'une SLAPP n'est pas nécessairement une action déposée. Ça peut simplement être une mise en demeure, et là le citoyen ou le groupe environnemental se tait, donc ça ne va pas plus loin. Le groupe environnemental ou le journal qui est *slappé* émet une rétractation, donc ça se termine là aussi. »

Liberté d'expression, droit à la réputation, accès à la justice : c'est l'équilibre entre ces valeurs que les SLAPP remettent en cause. La question dépasse donc le domaine environnemental, selon Aurélie Bujold, attachée de presse du ministre québécois de la Justice. « Ça peut concerner la consommation par exemple, quand un citoyen dénonce un nouveau produit, ou les affaires municipales, quand un citoyen dénonce un changement de zonage pour accommoder une usine. » Une portée qui, selon Mme Bujold, justifie la mise en place, en octobre dernier, d'un deuxième comité d'experts chargé d'étudier la question. Composé de spécialistes du droit, ce comité doit également explorer la possibilité d'intégrer à la loi des mécanismes anti-SLAPP, comme cela se fait déjà dans 24 États américains. La mise en place de ces groupes d'étude a été bien accueillie, mais certains doutent du résultat final. Le gouvernement a commandé le dépôt des rapports pour le mois de mars, « Juste dans la période des élections », remarque M. Bélisle.

Photo: Édouard Reinach

Bulgarie et Roumanie, et après ?

Un débat sur les répercussions de l'élargissement sur la politique étrangère européenne.

Le 1er janvier dernier, la Roumanie et la Bulgarie ont officiellement rejoint l'Union Européenne. Si la politique extérieure européenne demeure toujours expansionniste, la relative passivité avec laquelle les membres du club européen ont accueilli leurs nouveaux partenaires dénote un climat d'incertitude et d'interrogations face aux élargissements futurs. Ces réflexions posent le problème plus général des limites de l'Europe. Afin de rendre compte de cette situation complexe, quatre professeurs de science politique ont accepté de confronter leurs impressions sur les répercussions de ce nouvel élargissement pour l'Union Européenne et sa politique étrangère.

Érik Burgos
youngpadawanzo@msn.com

Le 1er janvier dernier, la Roumanie et la Bulgarie ont officiellement rejoint l'Union Européenne. Si la politique extérieure européenne demeure toujours expansionniste, la relative passivité avec laquelle les membres du club européen ont accueilli leurs nouveaux partenaires dénote un climat d'incertitude et d'interrogations face aux élargissements futurs. Ces réflexions posent le problème plus général des limites de l'Europe. Afin de rendre compte de cette situation complexe, quatre professeurs de science politique ont accepté de confronter leurs impressions sur les répercussions de ce nouvel élargissement pour l'Union Européenne et sa politique étrangère.

De toute évidence, l'adhésion de Bucarest et de Sofia ne comportait aucun avantage substantiel pour l'Union Européenne : une économie en déroute, un flagrant déficit démocratique, un exécutif en proie à interférer dans les affaires juridiques, une séparation ambiguë entre l'Église et l'État, etc. « Pour l'UE, cette adhésion posait plus de problèmes qu'elle n'en résolvait » commente Frédéric Mérand, de l'Université de Montréal.

Professeur du département de science politique de Concordia, Csaba Nikolenyi explique cet élargissement en affirmant que « l'intégration des deux États était la suite rationnelle des promesses faites par les dirigeants européens au début des années 90. De plus, les potentiels roumain et bulgare offraient à la fois des opportunités économiques, d'ordre commercial et politique, en ce qui concerne le processus de démocratisation ». Selon Mérand, les critères d'adhésion dits de Copenhague ont également « liés les mains des dirigeants par la rhétorique généreuse qu'ils avaient adoptée ». Dans le même registre, André Lecours, de l'Université Concordia, croit fermement que « le discours quasi messianique européen s'inscrit dans un cadre conceptuel déjà établi ». Cependant, Lavinia Stan ne croit pas à cette lecture idéaliste de l'élargissement et jette un regard plus réaliste sur la question. « Je crois qu'il y a une motivation géopolitique derrière l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. L'Union Européenne détient désormais un accès à la Mer Noire qui la rapproche a la fois du Moyen-Orient et des anciennes républiques soviétiques. C'est une position stratégique. »

Avec l'élargissement, les frontières européennes sont repoussées dans des zones particulièrement préoccupantes. En ce sens, Nikolenyi avoue que « les migrations illégales et clandestines, la traite humaine ou encore l'immigration interne des travailleurs au sein de l'espace Schengen forment déjà des enjeux de taille ». « L'Union Européenne devra absolument instituer des mécanismes afin d'assurer la sécurité aux frontières pour éviter de potentiels débordements », rajoute Lavinia Stan.

Si l'Union Européenne s'affaire à se doter d'une structure commune en matière de défense et de sécurité, la politique étrangère européenne tend également à se calquer sur « la dynamique d'élargissement de l'OTAN dans la région », selon Mérand. En fait, la stratégie de défense de l'Europe repose en grande partie sur les effectifs et les équipements militaires otanesques. « Couplé avec celui de la Grande-Bretagne, l'alignement de nombreux pays de l'Est avec les États-Unis, au sein de la structure de l'OTAN, va compliquer le développement d'une approche commune dans ce dossier. Des frustrations sont possibles, mais les Américains demeurent les protecteurs de l'Europe les plus crédibles en matière de défense », conclut Lecours.

Dans un autre ordre d'idées, les quatre professeurs s'accordent pour affirmer que les Balkans forment la région la plus susceptible, à court terme, d'adhérer aux institutions européennes. « Aussi loin vers l'est que possible. C'est le slogan européen. Les progrès du processus d'adhésion de la Croatie et les avancées préliminaires avec la Serbie s'inscrivent directement dans cette direction », s'exclame Lecours. Si l'adhésion complète des Balkans ne fait aucun doute pour Nikolenyi, « la question turque est une autre paire de manches. Elle divise profondément la communauté européenne aux niveaux légal, politique et culturel. Avec le dossier turc, c'est l'identité européenne même qui est en jeu ». Partageant la même opinion, Mérand rajoute que « la frustration et une certaine lassitude est palpable au sein de la société turque. D'autant plus que la frontière avec l'Europe s'est élargie avec l'adhésion de Sofia ». Stan ne perçoit pourtant pas le problème turc de la même manière. Elle estime que « l'approbation de l'accession des deux pays au sein du club européen affaiblit les arguments même des contempteurs anti-turcs. Une fois qu'on admet deux pays ne remplissant pas tous les critères d'adhésion, on peut difficilement refuser le même traitement de faveur à un État éprouvant la même situation. Ce précédent va contraindre les Européens à intégrer la Turquie ».

Cependant, la diplomatie européenne ne se borne pas qu'aux perspectives d'adhésion de certain États. Mérand admet que « l'Union Européenne a initié une politique de voisinage très lucrative avec des membres sans aucune perspective d'intégration comme la Russie, les pays du Maghreb ou ceux du Moyen-Orient ».

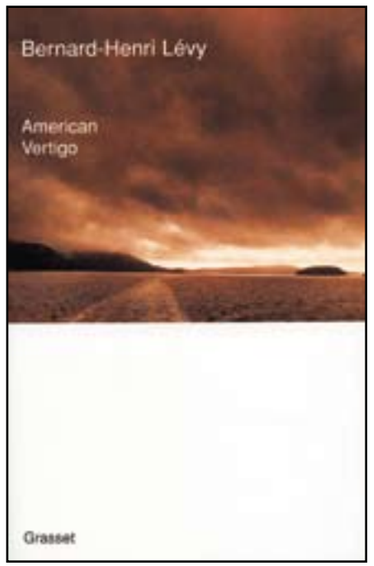
Les hésitations manifestes en matière d'élargissement dérivent souvent de conflits d'intérêts entre une approche inclusive et une perspective plus prudente tant au sein de l'élite politique que de la population européenne. « En Europe, les anciens membres veulent protéger leurs acquis », conclut Lecours.

Lavinia Stan • Photo: Albert Zablit | www.albertzablit.com

Carnets de santé

Plurielles, rampantes et, d'une certaine manière, inéluctables, certaines maladies du siècle, ou du moins l'idée que nous nous en faisons, provoquent aujourd'hui de nombreux débats houleux. Sommes-nous, par exemple, en train d'assister, impuissants, à la perversion d'un système démocratique dont nous étions si fiers hier? L'américanisme est-il si dangereux que nous le pensons? Enfin, l'Internet nous conduit-il vraiment à un nouvel esclavagisme, celui de la machine? Trois essais percutants font le point sur ces questions et nous fournissent des pistes de réflexion, qui nous prouvent que rien n'est totalement noir… ou blanc.

Sophie Ginoux
litterature@lorgane.org



American Vertigo
Bernard-Henry Lévy (2006)
Éditions Grasset
504 pages – Environ 40 $

Parfois considéré comme un philosophe de pacotille, plus attaché à sa présence devant les caméras, qu'à un réel contenu, BHL, comme on le surnomme outre-Atlantique, a tout de même le talent de publier des essais conséquents sur des thèmes qui n'intéresseraient, de prime abord, qu'une certaine élite intellectuelle. À preuve cet American Vertigo, pour la réalisation duquel il a décidé de suivre les trace du penseur Tocqueville et d'explorer l'immensité américaine. Après plus de 20 000 km de parcourus en une année, et de nombreuses rencontres à son actif, de celle de Woody Allen, à celle d'un chef indien antisémite ou d'une prostituée du Nevada, l'auteur s'est proposé de relater son expérience dans ce "road book". Même si sa verve est parfois un peu verbeuse et hermétique, BHL nous propose une nouvelle lecture intelligente et teintée d'humour des principes de république, de patriotisme et de diversité culturelle. Pour voir l'Amérique autrement que par les seuls yeux de l'antiaméricanisme.

Les goulags de la démocratie
Angela Y. Davis (2006)
Éditions Écosociété
142 pages – Environ 15 $

Avant de s'attacher au thème central de ce livre, il faut rappeler qui est Angela Y. Davis. Légende de la lutte anti-raciste et féministe des années 70, ancienne candidate à la vice-présidence du parti communiste des États-Unis et aujourd'hui professeure universitaire, cette justicière a tour à tour été considérée comme l'emblème d'un espoir populaire et l'ennemie numéro un du gouvernement américain. Les injures, les accusations et même la prison n'ont toutefois jamais réussi à la faire taire, si bien qu'elle se bat toujours en faveur des droits de la personne sous toutes leurs formes. Dans cet essai, bâti sous forme d'entretiens, Angela Y. Davis fustige la perversion de la démocratie, au nom de laquelle on revendique le profilage ethnique, la « carcéralisation », la surveillance des citoyens, la guerre et la torture. Du traitement néo-esclavagiste que l'on réserve aux hommes de couleur, à la coercition sexuelle infligée aux femmes dans les prisons, en passant par la revendication légale de la violence dans des camps comme Guantanamo, chaque exemple d'atteinte aux droits humains est disséqué, argumenté et combattu. Un livre citoyen exemplaire.

La révolte du pronetariat
Joël de Rosnay (2006)
Éditions Fayard,
collection Transversales
252 pages - Environ 30 $

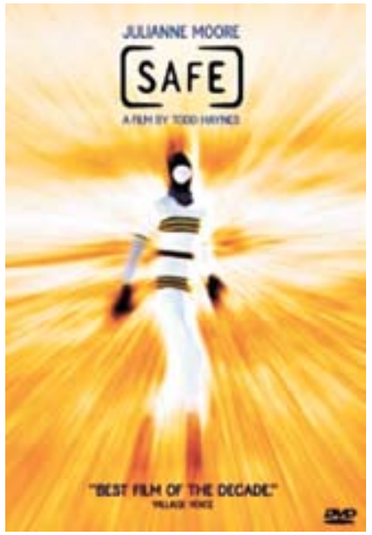
L'Internet est-il esclavagiste, ou libérateur ? Le débat n'est pas d'hier, mais il s'accentue au fur et à mesure que les internautes se font plus nombreux. Joël de Rosnay, ancien chercheur au MIT et personnalité reconnue dans le domaine des nouvelles technologies, défend la deuxième option. Dans cet ouvrage, il nous initie à l'histoire et aux méandres d'une invention qu'il considère aussi révolutionnaire que celles qui ont engendré la société industrielle. Ce nouveau système permet en effet selon lui l'avènement d'un mouvement citoyen libérateur, « le pronetariat », qui consulte ou produit plusieurs sources d'informations - journaux Internet, blogs, wikis, podcasts et P2P - lui permettant de faire émerger une intelligence et une conscience collectives sans pareil. Un mouvement, on l'imagine, perturbant pour les hautes sphères préexistantes du savoir et des médias, que l'auteur nomme avec un brin d'humour « les infocapitalistes ». Un essai instructif et exaltant!

Mon frère, mon ange

Patrick Bossé
patrick.bosse@sympatico.ca

Son frère
France, 95 minutes (2003)

Juillet : Assis sur un banc de parc au bord de la mer, un vieillard parle avec deux jeunes hommes. Il leur raconte l'histoire de disparus au large, enlevés par la force de l'eau. Mars : Retour en arrière. Thomas cogne à la porte de Luc, son frère, après plusieurs années sans contact. Il lui annonce que la mort le guette, qu'il a besoin d'aide. Thomas souffre d'une rare condition. Son sang ne contient pas suffisamment de plaquettes, ces briques qui colmatent les brèches dans la peau ; chaque hémorragie menace sa vie. Commence la recherche pour une cure. Les séjours de Thomas à l'hôpital se multiplient. Dans sa chambre, se succèdent des parents qui parfois parlent peu, souvent parlent trop, une amoureuse à bout de nerfs, et demeure toujours Luc, un frère qui veille sur l'autre. Après quelques mois, la médecine ne guérit toujours pas. Elle ne maintient qu'en vie. Le corps de Thomas supporte encore, mais sa tête n'en peut plus. Retour en juillet : Partir pour vivre encore un peu, survivre. Thomas et Luc s'en vont à la plage, pour un dernier voyage où le courant ne pardonne pas, où les vagues cachent les corps perdus. Pour ce drame au temps éclaté, frôlant parfois le mélo, le réalisateur Patrice Chéreau exploite la fragilité des corps et la violence des contacts humains avec sobriété. Bruno Todeschini en Thomas et Éric Caravaca en Luc émerveillent par la vérité de leur jeu.



Safe
États-Unis, 119 minutes (1995)

À la porte des années 90, robes pastel à motifs, lustres immenses en plastique et coiffures style permanente meublent la vallée de San Fernando, Californie. Pour préserver l'opulence du paradis artificiel, les dispositifs de sécurité et d'entretien s'accumulent : de gigantesques clôtures protègent les maisons-châteaux, de l'aérobie sous des airs de synthétiseur maintiennent en santé, des femmes de ménage purifient les maisons. Au cœur d'un univers autant aseptisé, le moindre dérèglement devient une importante menace de déséquilibre. La fumée d'un camion de livraison transforme l'auto à l'arrière en chambre à gaz ; la teneur chimique des produits de beauté transforment le client au salon de coiffure en cobaye d'une expérience scientifique. Dans la vie de Carol, femme à la maison avec mari et beau-fils, la première manifestation d'un malaise exponentiel est un simple éternuement, sous la fraîcheur du garage au foyer familial. À un rythme alarmant, les symptômes se multiplient. Au grand dam de Carol, la médecine reste impuissante devant un mal aussi abstrait que concret. De quoi souffre-t-elle vraiment : d'une maladie imaginaire dans un monde superficiel où les pulsions sont inhibées, ou d'une réaction extrême à la pollution environnante? La question demeure. Carol s'isole alors dans une clinique de purification aux allures sectaires. À la fin, la survie ne tient plus qu'à un bunker et une bombonne d'oxygène. Sous l'influence évidente de Kubrick, le cinéaste Todd Haynes offre une dystopie des plus actuelles, dans laquelle l'artificiel domine la nature.

La mort de Mr. Lazarescu
Roumanie, 150 minutes (2005)

Ce n'est pas une simple journée qui s'annonce dans la vie d'un homme ordinaire. Sous l'indifférence de ses trois chats, Dante Remus Lazarescu vit seul entre les murs beiges de son appartement exigu. Sa sœur habite dans un village voisin, sa fille a immigré au Canada, sa femme est morte depuis dix ans. Depuis son réveil, il souffre de maux à la tête et au ventre. Pour éteindre la douleur, il se gave de médicaments, se saoule de potions artisanales. Cependant, le malaise persiste. Il se résigne à téléphoner pour qu'une ambulance le cueille à son domicile sale et bordélique. Pendant l'attente du véhicule d'urgence, un couple voisin prend soin de lui avec des moyens limités. Face aux étourdissements de Dante, l'homme tente de le raisonner quant à sa consommation abusive d'alcool. Après qu'il ait vomi de la bile et du sang, la femme lui offre de la moussaka. L'ambulance arrive enfin, et le vieux Roumain est pris en charge par une infirmière paramédicale. Sans le savoir, elle devient l'ange gardien du malade jusqu'à la fin de son périple. D'une salle d'urgence à l'autre, ils affrontent ensemble les débordements à l'urgence, l'insolence envers les patients, la lourdeur de la bureaucratie hospitalière, le manque de respect des docteurs envers les strates inférieures de la hiérarchie médicale. L'état de santé de Lazarescu s'empire au fil du voyage, alors que son côté droit se paralyse peu à peu et son esprit s'embrume. Impossible de mettre le doigt sur la cause du mal : simple ivresse, ulcère anciennement traité, tumeur du colon… ? Les hypothèses se suivent, mais ne se confirment pas, jusqu'à ce qu'il passe une scanographie du cerveau. L'ambulance s'arrête finalement dans un hôpital accueillant, à l'esprit humanitaire, où gît sur une civière métallique le sexagénaire entre la vie et la mort.

De l'odyssée d'un condamné à mort émerge une touchante allégorie aux thèmes universels : le vieillissement et la solitude, l'éthique et l'être humain, la dignité et la mort. Au bout du compte, le film se résume aux correspondances mythiques présentent dans le nom du protagoniste : le passage dans les hôpitaux en cercles d'enfer pour *Dante*, la mort entre les mains des proches tel *Rémus*, puis la maladie comme *Lazare*, le ressuscité du Christ et patron des lépreux au Moyen-Âge.

Dans un esprit documentariste, Cristi Puiu offre une brillante ode à la mortalité au ton verdâtre, avec une caméra aussi nerveuse que précise. Au centre de ce ballet hospitalier à la mise en scène naturaliste, s'élève la colossale performance de Ion Fiscuteanu, qui prête totalement son corps au jeu, dans le rôle du pauvre patient manipulé, dénudé, rasé. Malgré la lourdeur du sujet, le réalisateur roumain évite le piège du misérabilisme par l'humour noir des dialogues. Second long métrage d'un peintre passé cinéaste, *La mort de Mr. Lazarescu* a reçu plusieurs récompenses sur la scène internationale, dont le prix Un Certain Regard à l'édition 2005 du Festival de Cannes.

Une histoire de politesse

quand les institutions nous éduquent

Sébastien Dorélas
sebastien.dorelas@gmail.com

Au cours des dernières années, plusieurs sociétés d'État ont entrepris des campagnes incitant leurs clientèles à faire preuve de civisme. Ces campagnes étaient axées sur certains comportements qui semblent à première vue banals, mais qui causent bien des désagréments. L'impolitesse, ou le manque de civisme, semble être une attitude de plus en plus présente dans nos rapports sociaux au quotidien. Indifférence généralisée ou manque d'égard aux biens et lieux publics? Il semble que ces comportements soient symptomatiques et sujets à contaminer bien des gens.

Pour remédier à ce problème, nos services publics ont voulu encourager des actions concrètes dans les messages publicitaires. La Société de Transport de Montréal (STM) a pris l'initiative de lancer la campagne *Mieux voyager ensemble,* qui visait à encourager ses usagers à faire preuve de civisme. Marianne Rouet, conseillère corporative aux affaires publiques de la STM, affirme que cette campagne vise des comportements ciblés tant chez les usagers que chez les employés de la STM. « Il est difficile d'évaluer si cela est dû au manque de civisme, cependant il est primordial d'effectuer des rappels de temps en temps », nous déclare t-elle. Même son de cloche pour Helène Panaïoti, directrice des communications de la Grande Bibliothèque. L'institution montréalaise qui a entamé, lors de la fin de l'année 2006 et durant le début de 2007, l'opération *Quiétude* qui visait à diminuer le niveau de bruit sur les lieux. « Notre objectif lors de l'opération Quiétude fut de rappeler et de sensibiliser les usagers qu'il y a des règles de conduite à la Grande Bibliothèque », ajoute t-elle.

« Les institutions publiques encourageant et prônant le civisme est un moindre mal puisque de plus en plus, les gens ne reçoivent plus cette éducation à savoir comment on doit se comporter en société »

Au moment d'écrire ces lignes, la Grande Bibliothèque n'a pas pu nous fournir des chiffres précis concernant le coût engendré par cette démarche. Ce genre d'opération est justifiable en fonction du contexte dans lequel ils négocient avec des grands achalandages quotidiens. La principale problématique rencontrée à la STM fut des retards engendrés par les usagers qui retenaient les portes des wagons. Ce comportement, parmi ceux qui sont concernés, demandait une intervention afin de sensibiliser la clientèle aux conséquences d'un tel geste. D'autres actes ayant un moins en grand impact sur le réseau, mais qui causent beaucoup de désagréments ont été visés. Céder son siège, ainsi qu'ôter son sac à dos à bord des véhicules sont des exemples qui ont fait surface lors de cette campagne. Du côté de la Grande Bibliothèque, on y accueille entre 8000 et 10000 visiteurs par jour, ce qui a engendré une situation difficile pour certains usagers qui trouvait l'espace plutôt bruyant.

Interrogée sur le sujet, Carolle Simard, professeur à l'Université du Québec à Montréal et auteure d'un livre sur l'impolitesse, soutient qu'il est clair que l'impolitesse est liée aux faits que les gens ne sont pas éduqués sur les comportements à adopter dans les lieux publics. « De plus en plus de services publics doivent faire face à des comportements agressifs de la part de leur clientèle. Il devient acceptable que ces entreprises établissent des limites afin d'éduquer les citoyens », ajoute t-elle. Ce constat est alarmant et peu reluisant.

En somme, les résultats de ces campagnes sont jusqu'à maintenant pour le moins positifs, et les usagers comprennent le message tant à la STM qu'à la Grande Bibliothèque. À la STM, on constate une diminution des portes bloquées et une prochaine campagne sera mise de l'avant pour encourager d'autres initiatives afin d'inciter les usagers au civisme. « Les institutions publiques encourageant et prônant le civisme est un moindre mal puisque de plus en plus, les gens ne reçoivent plus cette éducation à savoir comment on doit se comporter en société », renchérit madame Simard. La Grande Bibliothèque continue par ailleurs son opération en informant ses usagers par le biais d'un code de responsabilités, ainsi que par la distribution de cartons de couleurs indiquant des règles à suivre. « Il est de la responsabilité de tout individu dans cette société de respecter certaines normes de civisme et d'encourager les autres à en faire autant », conclut madame Panaïoti.

Photo: Albert Zablit | www.albertzablit.com

OPTIQUE TOWN

MEILLEURS PRIX POUR LES ÉTUDIANTS

Tous les étudiants
Examen de la vue + 75$
couvert par les assurances de l'ASEQ.

Les étudiants qui bénificient de prêts et bourses obtiennent un remboursement de 185$ sur les lunettes ou verres de contact.

Venez constater les meilleurs prix en ville !

ÉTUDIANTS ET LE PERSONNEL DE L'UQAM
ET DE
L'UNIVERSITÉ DE CONCORDIA.
Examens de la vue donnés par un optométriste autorisé par l'ASEQ

Dr. A. Wootten

AU COEUR DU CENTRE-VILLE

1460, rue Sherbrooke Ouest
(au coin de Mackay)

514.286.8020

BVLGARI CHANEL Dior GIORGIO ARMANI VERSACE